

Et pourtant, le ministre des Affaires constitutionnelles aurait déclaré en même temps qu'après avoir examiné la question, le gouvernement fédéral a décidé de rejeter purement et simplement cette option, car il aurait des raisons de croire qu'elle ne serait pas acceptable pour le Québec.

Faut-il alors s'étonner de ce que les Canadiens ont le sentiment que les politiciens ne tiennent aucun compte de leurs désirs et de ce qu'ils n'aient plus confiance dans le système politique ni dans leurs dirigeants? Si le premier ministre veut vraiment que les Canadiens reprennent confiance dans la Chambre et dans son leadership personnel, qu'il commence par créer une assemblée constituante comme le souhaite une majorité de Canadiens, tant au Québec qu'à l'extérieur de cette province.

* * *

REVENU CANADA

Mme Coline Campbell (South West Nova): Monsieur le Président, on m'a signalé que Revenu Canada retient maintenant les crédits versés au titre de la taxe sur les produits et services dans le cas de personnes qui sont admissibles au plein montant du crédit mais qui doivent des impôts pour les années antérieures. Autrement dit, le fisc défalque le crédit de TPS des impôts non payés que des gagne-petit doivent à l'État. Or, les gagne-petit sont bien ceux-là qui ont droit au crédit au titre de la taxe sur les produits et services.

Je ne sais pas combien de milliers de Canadiens ont été privés de leur chèque de crédit pour payer des impôts des années antérieures. Le montant du crédit ne permettrait normalement de payer que les intérêts de ces impôts dus. Le ministre du Revenu national devrait passer la fin de semaine à examiner le problème et dire à la Chambre combien de Canadiens sont ainsi privés de leurs crédits au titre de la TPS.

* * *

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU QUÉBEC

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, la semaine dernière, le Parti libéral du Canada et le Bloc Québécois dénonçaient le ministre, député de Roberval, l'honorable Benoît Bouchard et les députés conservateurs, au sujet de l'implication du gouvernement conservateur dans le développement régional des régions-ressources au Québec. Aujourd'hui, ces députés de

Article 31 du Règlement

l'opposition, après avoir délaissé la région de l'Abitibi-Témiscamingue, le lac Saint-Jean, la Côte-Nord et la Gaspésie, demandent à Ottawa de s'impliquer davantage dans le développement économique du grand Montréal.

Depuis 1985, le gouvernement conservateur n'a jamais cessé de s'occuper du développement régional au Québec, et d'y mettre en oeuvre des programmes visant à améliorer la situation économique des Québécois.

* * *

[Traduction]

SIR JOHN A. MACDONALD

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Il y a cent ans aujourd'hui, un Canada tout jeune pleurerait la mort d'un géant de la scène politique. Sir John A. Macdonald, premier des premiers ministres canadiens et père de la Confédération, a travaillé inlassablement au renforcement des liens unissant ce jeune pays. Depuis son projet de chemin de fer national jusqu'à sa lutte contre la menace voilée de trahison qu'aurait été une réciprocité sans restriction dans les échanges commerciaux, Macdonald a dirigé la mise en place d'une confédération qui a tenu bon pendant plus d'un siècle. «Peu importe ce que vous faites, disait-il, joignez-vous à l'union. Nous formons un grand pays qui deviendra l'un des plus grands aux monde si nous le préservons. Si nous le laissons éclater, nous sombrerons dans la médiocrité.»

Où que vous soyez, sir John A., voyez à quel point votre successeur d'aujourd'hui se moque de votre vision. Lorsque l'actuel premier ministre a été élu, il a déclaré: «Donnez-nous 20 ans, et vous ne reconnaîtrez plus ce pays.» Sir John, sept ans plus tard, le Canada est sur le point de se disloquer. Je sais que vous serez d'accord pour dire, en regardant nos contemporains en politique, qu'ils n'ont aucune vision à proposer. Et un peuple sans vision est un peuple voué à disparaître.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

M. Terry Clifford (London—Middlesex): Maintenant plus que jamais, monsieur le Président, les symboles nationaux sont essentiels à notre identité canadienne. L'un de ces symboles, le bureau de poste de Mossley, en Ontario, qui fait partie de notre patrimoine, risque fort de disparaître. J'ai été choqué d'apprendre qu'on a fait de la publicité récemment pour trouver des maîtres de poste dans au moins 12 bureaux de poste de taille semblable à